Par des investissements directs, des fonds et des portefeuilles, les investisseurs participent directement à des activités économiques en Israël violant le droit international. Le terme désinvestissement signifie que des entreprises, des églises, des banques, des caisses de pension et d'autres investisseurs retirent leurs fonds des institutions et entreprises qui soutiennent la politique israélienne de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid ; qu'il s'agisse d'organisations israéliennes comme le Jewish National Fund, Sodastream, des banques, des groupes d'armement comme Elbit et IAI ou d'entreprises comme Agrexco, Teva ou Mehadrin, pour ne citer que quelques-unes, mais aussi de banques et d'institutions internationales actives en Israël ou dans les territoires occupés. Jusqu'à présent, des campagnes internationales ont avant tout visé des entreprises comme Caterpillar, Veolia, Hewlett Packard (HP), G4S et bien d'autres. Dans son rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2013), l'envoyé spécial Richard Falk a fait état des entreprises qui profitent directement de l'occupation israélienne et sont donc susceptibles d'être boycottées.

En Suisse aussi, nous pouvons demander aux entreprises, institutions et caisses de pension de respecter leurs engagements éthiques et de cesser leur collaboration avec des partenaires qui violent les droits humains. En commençant par exemple par rechercher où les entreprises ont investi leur fonds. En particulier les grandes banques telles qu'UBS et Credit Suisse, de même que des groupes tels que Novartis et autres sont présents en Israël et/ou dans les territoires occupés. La publication „Wirtschaftsbeziehungen Schweiz–Israel" (« Relations commerciales entre la Suisse et Israël ») – mise à jour : mars 2015 – présente une liste incomplète de ces coopérations économiques, à vérifier pour chaque cas concret.

Articles

- Rapport « Dirty Profits » éclaire le rôle des banques israéliennes dans la construction des colonies

  18.02.2016

Facing Finance lance sa 4e édition de son rapport Dirty Profits (bénéfices entachés) dénonçant les sociétés et les institutions financières tirant profit des violations des droits de l'homme. Article 1 Collectiveexplique comment les banques israéliennes réalisent leurs sales bénéfices (voir page 61 du rapport).

... lire la suite

- Cinq banques israéliennes sur la liste noire de l'Eglise Méthodiste Unie

  28.01.2016

  Le fond de pension de The United Methodist Church (Eglise Méthodiste Unie), l'une des plus grandes églises protestantes des Etats-Unis, avec plus de 7 millions de fidèles, vient d'inscrire cinq banques israéliennes sur une liste de sociétés dans lesquelles elle n'investira pas en raison de ses violations des droits humains.

  ... lire la suite

- Le désengagement de Veolia, une vraie victoire

  01.09.2015

  La nouvelle est confirmée : Transdev, filiale de Veolia environnement et de la Caisse des dépôts, vient de céder toutes ses participations dans le tramway de Jérusalem à des investisseurs israéliens. Ainsi se concrétise le désengagement annoncé de Veolia du marché israélien et des territoires occupés.

  ... lire la suite

- Véolia se dégage du système d'apartheid

  09.04.2015

La multinationale française Véolia a décidé de vendre ses activités concernant la gestion de l'eau, des déchets, et ses activités dans le domaine de l'énergie en Israël, à la suite d'une campagne mondiale contre le rôle joué par cette société dans les colonies israéliennes.

... lire la suite

- Désinvestissements pour cause de collaboration avec l'occupation

  22.06.2014

  L'Église presbytérienne aux États-Unis se retire de trois sociétés - Hewlett-Packard, Motorola et Caterpillar - pour cause de fournitures aux Israéliens en Cisjordanie occupée.

  ... lire la suite

- Un important fond de pension laisse tomber Soda-Stream

  07.08.2013

  Le fonds de pension géant TIAA-CREF a retiré la société israélienne de plus en plus controversée SodaStream de son portefeuille. En mars 2013, les données financières publiées sur le site de TIAA-CREF évaluaient les actions de SodaStream à 9 444 292 dollars. D'après les données financières aujourd'hui disponibles, elles sont égales à zéro.

  ... lire la suite

- Next

Downloads

- Report on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967 (Richard Falk) (287.8 KiB)
- Factsheet on Caterpillar.pdf (353.8 KiB)
- Factsheet on Motorola.pdf (124.8 KiB)

Liens

- Mass Against HP -
- Stop HP -
- Globale Kampagne gegen G4S (BNC) -
- Addameer: Stop G4S -
- US Campaign to End the Israeli Occupation: Caterpillar -
- Global Exchange: Economic Activism for Palestine -
- War on Want: G4S -
- Corporate Watch -
- Who Profits -